

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي
UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA
UNIÓN AFRICANA

12^e DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LA DÉMOCRATIE, LA GOUVERNANCE ET LES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE : TENDANCES, DÉFIS ET PERSPECTIVES

THÈME:

LIVRER LES DIVIDENDES DE LA PAIX PAR LA MISE EN OEUVRE DE LA ZLECA

NOTE CONCEPTUELLE

**ADDIS ABEBA, ÉTHIOPIE
05 - 06 OCTOBRE 2023**

A. CONTEXTE GÉNÉRAL

L'Afrique est dotée de ressources naturelles, mais sa source de développement la plus importante est sa population. Ce sont en effet les Africains qui font concrétiser les aspirations du continent énoncées dans l'Agenda 2063¹. Une Afrique fructueuse, dotée d'une bonne gouvernance, démocratique, respectueuse des droits de l'homme, pacifique, forte, unie et qui soit un acteur mondial influent. Dans cette optique, les dirigeants africains ont accordé la priorité à la nécessité de stimuler les échanges commerciaux afin de réduire la vulnérabilité de l'Afrique et d'améliorer ses performances commerciales et économiques, dans le but de faire de l'Afrique une puissance mondiale. C'est dans ce contexte que la zone de libre-échange continental africain (ZLECAf) a vu le jour et a reçu un nombre historique de ratifications au cours de sa courte durée d'entrée en vigueur, le **30 mai 2019**².

L'Afrique dispose environ **1 119 millions d'hectares**³ de terres arables, soit près de **40 %** de la superficie totale du continent, et d'un capital humain d'environ **60%**⁴ avec une moyenne d'âge inférieure à 35 ans. La jeunesse africaine est son plus grand atout et une force pour sortir le continent de la pauvreté extrême. Cependant, la dépendance massive du continent vis-à-vis des importations et la concentration des exportations de matières premières créent des vulnérabilités aux acteurs et événements externes tels que la pandémie de Covid-19, l'apartheid des vaccins, le changement climatique et la guerre en Europe. Cela rappelle aux Africains et à leurs dirigeants que l'autosuffisance est la clé de la croissance économique et de la prospérité.

Surnommée la plus grande zone de libre-échange au monde, la ZLECAf vise à éliminer les barrières commerciales et à stimuler le commerce entre les États membres, dans le but de favoriser le commerce de produits à valeur ajoutée dans tous les secteurs de l'économie africaine, de contribuer à la création de chaînes de valeur régionales, à l'investissement et à la création d'emplois, à encourager l'industrialisation, le développement scientifique et humain, renforçant ainsi la compétitivité de l'Afrique et des Africains. Une fois pleinement opérationnel, elle devrait permettre de sortir plus de **30 millions** de personnes de l'extrême pauvreté et de stimuler le commerce inter-africain à hauteur de **450 milliards de dollars américains**⁴ d'ici à 2035.

Cependant, le continent reste confronté à des sombres réalités : le manque de bonne gouvernance, les défis pour la paix, la sécurité et la stabilité, l'impunité, les violations des droits de l'homme, le non-respect de l'État de droit et de la justice, qui le mènent sur une voie destructrice. Compte tenu de ces liens, de la nécessité de contribuer au thème de l'année 2023 de l'UA, à savoir "**L'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf**"⁵ et d'explorer davantage ses liens avec la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, la Plateforme africaine de gouvernance (AGP), en tant que gardienne du Dialogue de haut niveau (DHN), a consacré le thème de cette année à "**DÉLIVRER LES DIVIDENDES DE LA PAIX PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAf.** »

Le 12e DHN sera précédé par des discussions préliminaires axées sur la jeunesse et le genre, avec des résultats convergents vers le résultat principal du DHN.

¹ Agenda 2063, accessible le 13 juin 2023, , https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

² Entré en vigueur le 30 mai 2019 et lancé en juillet 2019 lors de la **12e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA à Niamey, Niger**, après qu'un nombre record de 24 États membres aient déposé leurs instruments de ratification en un temps record, et actuellement, 54 des 55 États membres ont signé l'accord de l'AfCFTA, 44 États membres ayant déposé leur instrument de ratification - ce qui témoigne de l'enthousiasme des États membres.

³ Terres agricoles en Afrique 2010-2019. (7 mars, 2023) Statista. <https://www.statista.com/statistics/1287280/agricultural-land-in-africa/#:~:text=Africa%20had%20around%201%2C119%20million,minimal%20fluctuations%20in%20the%20continent.>

In-Text Citation: (Agricultural Land in Africa 2010-2019, 2023)

⁴ Roca, & Schultes. (n.d.). AFRICA'S YOUTH: ACTION NEEDED NOW TO SUPPORT THE CONTINENT'S GREATEST ASSET, Fondation Mo.Ibrahim. Accessible le 12 août 2020 à l'adresse suivante : <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-08/international-youth-day-research-brief.pdf>

Citation dans le texte : (Roca & Schultes, n.d.)

⁵ Thème de l'année 2023: « Accélérer la mise en oeuvre de la ZLECA » | Union africaine, accessible le 15 juin 2023, <https://au.int/en/theme/2023/acceleration-of-afcta-implementation>

B. THÈMES DU 12E DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Les domaines sous-thématiques suivants guideront les discussions sur les défis à relever et les contextes historiques, juridiques et normatifs. L'approfondissement des domaines sous-thématiques fournira une plateforme aux parties prenantes pour partager leurs expériences, tirer des leçons, élaborer des solutions et une voie pour la mise en œuvre.

- 1. DISCOURS D'OUVERTURE: Exposer de la situation - ANALYSER LE LIEN ENTRE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT** – Dans le cadre de cette session thématique, les intervenants auront une discussion ouverte sur le lien entre la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, et le développement en tant qu'instruments permettant de construire l'Afrique que nous voulons. La session vise également à examiner les implications de l'instabilité des conflits et de la mauvaise gouvernance dans la mise en œuvre effective de ZLECAf.
- 2. CATALYSER LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET La ZLECA POUR LES DIVIDENDES DE LA PAIX** - Ce domaine thématique permettra d'explorer la CADEG et d'autres cadres normatifs et juridiques de l'UA, en se concentrant spécifiquement sur la mise en œuvre de la ZLECAf, grâce à laquelle l'agenda de la bonne gouvernance, de la paix et de la sécurité pourrait être mis en avant.
- 3. TIRER DES ENSEIGNEMENTS DES CER: LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE PEUVENT-ILS ÊTRE UNE PANACÉE POUR LA PAIX ?** - Cette session se penchera sur le rôle que les communautés économiques régionales (CER), en tant qu'éléments constitutifs de l'UA, peuvent simultanément jouer dans la prévention des conflits, l'accélération de la mise en œuvre des accords régionaux de libre-échange et d'intégration en tant que sous-ensemble de la ZLECAf.
- 4. UNE APPROCHE INTERSECTORIELLE POUR ÊTRE UNIS DANS L'ACTION:** Cette session sera l'occasion d'engager des discussions sur une approche intégrée permettant d'obtenir des résultats et de réussir à l'unisson. Des intervenants provenant de la libre circulation des personnes, des experts du secteur de la sécurité qui se concentrent sur les crimes transfrontaliers, des experts en santé publique, des universités et des groupes de réflexion interviendront également afin d'identifier des méthodes de travail et de distribution des dividendes de la paix.

C. OBJECTIF

L'objectif global du 12e DHL est d'évaluer, d'identifier et d'explorer les éléments normatifs et structurels favorisant la réalisation de la gouvernance démocratique, de la paix et de la sécurité en Afrique. Plus précisément, le Dialogue se concentrera sur la ZLECAf et la gouvernance démocratique, et explorera leurs liens en vue de la réalisation des dividendes de la paix.

D. OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Les objectifs spécifiques du DHN sont les suivants :

- Améliorer la compréhension des cadres normatifs et institutionnels dans la mise en œuvre de la ZLECAf ainsi que des priorités continentales et régionales pour accélérer sa mise en œuvre.
- Créer un espace permettant aux CER de partager leur expérience en matière d'intégration et de paix
- Fournir une plateforme pour une approche transversale visant à réaliser l'intégration, le libre-échange, la paix et la sécurité comme un tout.
- Offrir une plateforme aux citoyens africains, en particulier aux jeunes et aux femmes, pour qu'ils puissent partager leurs perspectives et leurs expériences sur le lien entre la ZLECAf et la paix/les conflits; et
- Contribuer à l'élaboration de solutions à prendre en compte dans la feuille de route pour une Afrique pacifique, intégrée et influente.

E. RÉSULTATS ATTENDUS

The Dialogue shall produce the following outputs:

- a) Une (1) note politique axée sur les discussions du dialogue en vue de recommandations politiques ;
- b) Un (1) rapport sur les travaux qui sera diffusé sur notre site web
- c) Un avis aux médias, des communiqués de presse et des messages sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook.

F. MÉTHODOLOGIE

L'organisation du 12e DHN utilisera une combinaison de méthodologies pour faciliter les délibérations. Les discussions se dérouleront à travers plusieurs stratégies interactives, notamment des entretiens avec des personnalités de haut niveau lors des forums plénières. Les discussions en panel seront conçues pour favoriser un échange intergénérationnel et assurer une diversité de perspectives politiques et pratiques dans les conversations.

De plus, le DHN inclura une participation robuste sur les médias sociaux, avec la diffusion en direct de tweets (x) et d'autres moyens innovants pour stimuler le débat avant et pendant le Dialogue en temps réel.

G. DOCUMENTATION ET LANGUES DE TRAVAIL

La documentation relative au dialogue sera partagée par voie électronique. Tous les documents du DHN et les mises à jour seront disponibles sur www.au.int/aga.

Afin d'impliquer un plus grand nombre de personnes dans cette conversation, la discussion sera retransmise en direct sur le compte twitter @AUC-PAPS @AGA_Platform et le Hashtag #DGTrends peut être utilisé pour rejoindre la conversation en ligne.

La réunion se déroulera dans les 4 langues de l'UA - **Arabe, Anglais, Français et Portugais**. Des interprétations simultanées seront fournies dans les 5 langues et la documentation sera fournie en anglais et en français.

H. LA PLATEFORME DE GOUVERNANCE AFRICAINE

Établie en 2012, l'AGA a été créée comme un cadre de dialogue entre les différentes parties prenantes mandatées pour promouvoir et renforcer la gouvernance démocratique en Afrique, tel qu'articulé dans les différents instruments de valeurs partagées de l'UA. Sa création a été motivée par le besoin urgent de renforcer l'impact des diverses interventions de l'UA et des CER pour remédier aux déficits de gouvernance sur le continent. Le secrétariat est hébergé par le DPAPS en tant que bureau de l'AGP.

L'AGP est le mécanisme institutionnel et interactif de l'AGA. La Plateforme est composée de dix-neuf (19) organes, institutions et CER de l'UA. À cet égard, la Plateforme a la responsabilité de renforcer la capacité de ses parties prenantes afin de soutenir les États membres dans la promotion de la gouvernance démocratique. La plateforme comprend onze (11) organes et institutions de l'UA dotés d'un mandat en matière de droits de l'homme, de démocratie et de gouvernance, ainsi que huit (8) CER⁶. Les parties prenantes essentielles qui ont participé en tant qu'observateurs sont le président du sous-comité du COREP sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance (HRDG), les mécanismes régionaux, les envoyés

⁶ Les 11 organes sont les suivants : Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA (AUPSC) ; la CUA ; la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ; la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ; le Parlement panafricain (PAP) ; le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) ; Conseil consultatif de l'UA sur la corruption (AUABC) ; Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) ; Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (ACERWC) ; Commission de l'UA sur le droit international (AUCIL) ; Agence de développement de l'UA (AUDA). Les CER sont les suivantes la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ; l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) ; la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ; l'Union du Maghreb arabe (UMA) ; et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

spéciaux pour les jeunes et les femmes, et les bureaux de l'UA à l'extérieur du **siège de la CUA, à Addis-Abeba, en Éthiopie.**

La présidence actuelle de la plateforme est assurée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), également connue sous le nom de "Commission de Banjul", et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en assure la vice-présidence.

I. À PROPOS DU DHN

Le DHN est une initiative phare de l'AGP qui est convoqué sous les auspices de la Plateforme et a pour vocation de favoriser le dialogue entre les parties prenantes et de servir de forum de réflexion sur différentes questions thématiques. Le DHL offre un espace annuel de discussions politiques sur des questions de gouvernance démocratique, de droits de l'homme et de paix, entre autres, réunissant diverses parties prenantes au sein et en dehors de l'UA.

Cette année, l'AGP, par l'intermédiaire du secrétariat de l'AGA-APSA, mettra en œuvre la 12e édition du DHN. Le DHN constitue une interface essentielle entre la PGA et les parties prenantes, et vise à offrir un espace franc, ouvert et inclusif aux décideurs politiques, au secteur privé, aux groupes de réflexion, à la communauté académique et aux praticiens pour examiner les impératifs de politique et de pratique qui constituent la pierre angulaire d'une Afrique pacifique et prospère. De plus, le Dialogue se concentrera spécifiquement sur les actions et les recommandations appropriées en matière de gouvernance démocratique, qui guideront les interventions étatiques et non étatiques aux niveaux national, régional et continental.

Dans cette optique, le DHN sera précédé par le Forum préalable à la jeunesse et au genre. Les résultats et les résolutions de ces Forums s'intégreront systématiquement aux discussions du DHN et contribueront finalement aux résultats de celui-ci.

J. PARTICIPATION

Les principales parties prenantes qui feront partie du DHN sont les suivantes:

- i. Chefs d'État et de Gouvernement en exercice et anciens Chefs d'État et de Gouvernement des membres de l'UA ;
- ii. Organes et Institutions de l'UA ;
- iii. CER ;
- iv. Organisations de la société civile (OSC), y compris les réseaux de jeunes et les organisations de femmes ;
- v. Représentants de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie en tant que 12ème DHN ;
- vi. Représentants du sous-comité du COREP sur le DDHG, représentants du CPS et d'autres États membres;
- vii. Partenaires et Agences de développement ;
- viii. Secteur privé (multinationales/local) ;
- ix. Organisations philanthropiques et particuliers ;
- x. Agences des Nations-Unies et autres institutions financières internationales et continentales (ex. la BAD, le FMI, la Banque mondiale) ;
- xi. Médias ; et
- xii. Universités, Groupes de réflexion et Instituts de recherche.

K. PARTENARIAT

Le 12ème DHN est une initiative phare de l'AGP créé pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes. Le Secrétariat de l'AGA-APSA dirigera la mise en œuvre avec le pays hôte - la République fédérale démocratique d'Éthiopie - avec le soutien du Bureau de l'AGP et des partenaires de développement.

L. CONTACT DETAILS

Amb. Salah Hammad

Ag. Chef

Secrétariat de l'AGA-APSA

Direction de la gouvernance et de la prévention des conflits

Département des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité

Commission de l'Union africaine

Addis-Abeba, Éthiopie

Courriel : HammadS@africa-union.org

Mme Makda Mikre Tessema

Experte principale en démocratie et gouvernance

Secrétariat de l'AGA-APSA

Direction de la gouvernance et de la prévention des conflits

Département des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité

Commission de l'Union africaine

Courriel : MakdaM@africa-union.org